



Appui à la Gestion des
Connaissances (AGC)
Direction de la Stratégie
Département de la Recherche
5, rue Roland Barthes
75012 Paris / France
www.afd.fr

kaléidoscope

Dans ce numéro

DEFIS MONDIAUX

- Environnement
- Intelligence économique

GEOGRAPHIES

- La Réunion
- Mauritanie

ORGANISATIONS

- CEMAC
- DANIDA

DEBATS SUR L'AIDE ■ Nations et mondialisation : les stratégies nationales de développement dans un monde globalisé ■ Huitième objectif du Millénaire pour le développement ■ Changing donor policy and practice on civil society in the post-9/11 aid context

A NE PAS MANQUER ■ Challenges of Globalization: Imbalances and Growth ■ Using Knowledge to Improve Development Effectiveness ■ La CEDEAO peut-elle créer un OPEP du cacao durable ?

Editorial

Conférence sur l'eau et l'énergie

Syrte, Libye ■ 17 décembre 2008

La FAO organise une Conférence sur le thème de « l'eau pour l'agriculture et l'énergie en Afrique - Les défis du changement climatique ».

Participeront à cette réunion les délégations de 53 États africains membres de la FAO et d'institutions internationales, des membres d'organisations non-gouvernementales, d'associations paysannes et d'autres représentants de la société civile et du secteur privé.

Des réunions et groupes de travail se tiendront autour des thématiques suivantes :

- les perspectives sur les besoins en alimentation et en énergie d'ici 2015 et projections pour 2030-2050 ; les liens eau-énergie et les défis du changement climatique ;
- l'évaluation de l'enveloppe d'investissements en considérant les spécificités des contextes régionaux ;
- les mécanismes financiers et stratégies de mise en œuvre ; les avantages relatifs des modalités de financement par rapport aux priorités nationales et régionales.

Cette conférence a pour objectifs :

- de prendre la mesure des enjeux auxquels se trouve confronté le secteur agricole au vu de la crise alimentaire qui menace de se déclencher en Afrique, en prenant en compte les liens étroits qu'entretiennent l'énergie et le changement climatique ;
- d'examiner attentivement comment l'investissement dans l'espace rural est susceptible d'inverser les tendances et de permettre un rééquilibrage des sous-secteurs qui compense les risques de la production, comble les lacunes de la production alimentaire et assure la sécurité alimentaire ;
- d'analyser les goulets d'étranglement et les freins à un développement accéléré de la mise en valeur des eaux dans la satisfaction des besoins alimentaires et énergétiques du continent ;
- de proposer des moyens de promouvoir et de s'assurer des investissements dans le secteur de l'eau en vue d'entretenir la sécurité alimentaire et énergétique dans la région.

ChS

Défis mondiaux

Environnement

L'ouvrage

Sekem : une communauté durable dans le désert égyptien

Abouleish, I., AETHERA, 2004, 243 p. - **Cote PEG.011**

Quand Ibrahim Abouleish rentra en Égypte en 1977 après des études de chimie et un brillant début de carrière de pharmacologue en Autriche, il avait 40 ans. Il décida d'acheter 70 ha de désert à 60 km du Caire pour y pratiquer la culture biodynamique. Son rêve, mûri depuis des années, était de fonder un nouveau type de communauté qui soignât autant la terre que les hommes. Aujourd'hui, en 2007, Sekem est devenu leader sur le marché des produits biologiques : six entreprises (maraîchage, culture du coton, agro-alimentaire, industrie textile et produits pharmaceutiques) emploient plus de 2 000 salariés. Après prélèvement des pensions de vieillesse, les bénéfices sont principalement consacrés au développement social : soins médicaux, formation professionnelle, jardins d'enfants, écoles. Récemment, une Académie des arts et des sciences s'est ajoutée aux premières créations.

Le rapport web

Les indicateurs clés de l'environnement

Organisation de coopération et de développement économiques, 2008, 15 p.

Ce rapport est un produit du programme de travail de l'OCDE sur les indicateurs de l'environnement. Il présente les indicateurs clés d'environnement approuvés par les ministres de l'Environnement des pays de l'OCDE en 2001 comme outil pour l'OCDE. Ces indicateurs donnent un aperçu général des grandes questions environnementales communes aux pays de l'OCDE et s'adressent à la fois au grand public et aux décideurs politiques. Cette version 2008 a été présentée aux ministres de l'Environnement des pays de l'OCDE (Paris, 28-29 avril 2008). Les données utilisées pour calculer les indicateurs proviennent de la base de données SIREN de l'OCDE, qui

est régulièrement mise à jour avec des informations fournies par les pays membres, par des sources internes à l'OCDE et d'autres sources internationales et sont publiées dans le Compendium de données OCDE sur l'environnement.

L'article

Ressources naturelles et solidarité entre générations

Giraud, P.-N., *Problèmes économiques*, n° 2951, 2008, pp.44-48

La multiplication de discours alarmistes ou catastrophistes concernant le mode d'exploitation des ressources naturelles conduit aujourd'hui une partie de l'opinion à remettre en cause radicalement notre mode de croissance. Si rien ne change, notre dette à l'égard des générations futures pourrait s'avérer, selon elle, incommensurable : nous léguons ni plus, ni moins à nos descendants une planète sur laquelle les conditions d'existence seraient rendues très difficiles. Afin de clarifier le débat et d'identifier des priorités pour l'action collective, l'auteur revient, ici, sur la manière dont l'économie envisage la question des rapports intergénérationnels dans l'usage des ressources naturelles.

Défis mondiaux

Intelligence économique

L'ouvrage

L'intelligence économique

Bernat, J.-P., Lavoisier, 2008, 284 p. - Cote J3.085

L'intelligence économique n'est pas née ex-nihilo, elle s'est progressivement structurée par l'évolution des réflexions menées par différentes équipes qui travaillaient dans des domaines connexes sur la gestion de l'information, et ce afin de répondre aux contraintes d'un environnement en perpétuelle évolution. Après une phase de développements compétitifs, l'ensemble de ces approches s'est coordonné en un corpus qui a pu, grâce à sa taille et à son homogénéité, constituer une discipline actuellement objet d'enseignements en milieu universitaire. Cet ouvrage, récit d'un certain nombre de pères fondateurs, permet de prendre conscience de la diversité de ces approches, diversité qui en fait toute la complexité mais aussi toute la richesse.

Le rapport web

Réflexion préalable à une recherche sur le développement de l'intelligence économique en Afrique subsaharienne

Diallo, A. ; Bulinge, F., 2006, 17 p.

L'ère de l'information a favorisé le développement de pratiques managériales telles que l'intelligence économique qui, depuis peu, intéressent l'Afrique et ses bailleurs de fonds. Les auteurs de ce document se proposent de montrer à partir de la revue des projets et des travaux portant sur la question du développement de l'intelligence économique en Afrique, l'état de la question dans le contexte africain. Cet état des lieux, au regard des conclusions des analyses comparées des systèmes d'IE de par le monde, permettra de mettre en évidence les limites du « modèle africain d'IE » basé sur « l'unité africaine ». De même, le lien entre la politique nationale de l'information et le développement de l'intelligence économique justifie la nécessité de mener des réflexions nationales. (Auteurs)

L'AGENDA

- 1-12 décembre 2008 - Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, Poznan, Pologne
- 8 décembre 2008 - Journée mondiale contre le réchauffement climatique
- 8-9 décembre 2008 - Forum mondial sur le développement, OCDE, Paris, France
- 15-16 décembre 2008 - Conférence sur les prix agricoles : perspectives et implications pour les producteurs et les politiques publiques, CSAAN, FARM, IGPDE, Paris, France

L'article

Entre intelligence économique, guerre et patriotisme économique : la frontière est floue...

Beau, F., Problèmes économiques, n° 2940, 2008, pp. 7-12

Depuis le rapport Martre, publié en 1994 par l'ancien Commissariat général du Plan, puis celui du député Carayon en 2003, l'intelligence économique (IE), jusque-là principalement utilisée dans le domaine politique, a pénétré le monde de l'entreprise. Le concept reste toutefois délicat à définir. La confusion entre intelligence économique, guerre et patriotisme économique - c'est-à-dire aussi bien entre renseignement et veille qu'entre protectionnisme et souveraineté - est, selon l'auteur, encore très fréquente et ne permet pas d'apprécier l'intelligence économique à sa juste valeur, autrement dit comme un instrument indispensable à la compétitivité.

Géographies

La Réunion

L'ouvrage

Homme libre, toujours... La pêche à l'île de la Réunion depuis le XVIIème siècle

Mérall-Ballou, P., CRPME, 2008, 111 p. - Cote PRE.004

Ce livre retrace près de 4 siècles d'histoire halieutique. Fourmillant de témoignages et d'iconographie, il propose un panorama des différents segments de la pêche maritime (petite pêche côtière, pêche palangrière et pêche australe) et de l'aquaculture réunionnaise, de leurs expériences passées et des enjeux à venir. L'ouvrage entend réaliser une synthèse des multiples travaux, scientifiques notamment, qui ont pu traiter de la pêche réunionnaise depuis de nombreuses années, tout en apportant un éclairage nouveau sur un ensemble d'activités parfois injustement méconnues et traditionnellement dévalorisées. « Homme libre, toujours... » apporte ainsi une riposte réaliste mais résolument optimiste au « Pêcheur la misère » trop souvent employé pour qualifier le pêcheur réunionnais. En effet dans « l'île à sucre », les pêcheurs ont toujours été des hommes libres, fiers et amoureux de leur métier : ce livre leur rend un hommage.

Le rapport web

Planification de la conservation de la biodiversité et modélisation territoriale à l'île de la Réunion

Lagabrielle, E., CIRAD, 2007, 173 p.

Dans cette thèse, l'auteure développe des concepts, des méthodes et des outils pour intégrer la conservation de la biodiversité dans l'aménagement du territoire. Le site d'application est l'île de la Réunion (2512 km²) qui appartient à l'un des 34 points chauds de la biodiversité mondiale. Dans cet espace insulaire, les rapides mutations socio-économiques et spatiales menacent la persistance des entités et des processus de la diversité biologique. Une approche systémique et intégrée de la planification de la conservation est proposée, basée sur une modélisation participative, prédictive et prospective de l'espace géogra-

phique et social pour favoriser l'émergence de solutions territoriales de gestion de la biodiversité. Le dispositif méthodologique intègre un Système d'Information Géographique, des connaissances Expert, des données de télédétection aérienne et satellitaire et un modèle d'optimisation spatiale couplé à un Système Multi-agents. Les analyses et les méthodes développées contribuent à la gestion intégrée de la biodiversité dans les espaces insulaires et, plus largement, dans les zones côtières.

L'article

Bilan énergétique 2007 de l'île de la Réunion

Observatoire Energie Réunion, Agence régionale de l'énergie Réunion, 2008, 38 p.

L'île de La Réunion ne dispose pas de ressources fossiles et doit donc les importer. En 2007, les combustibles fossiles importés représentaient l'équivalent de 1 083 500 tonnes de pétrole, soit une augmentation de 2,5 % par rapport à 2006. Ces importations se répartissent pour 58,8 % de carburants liquides pétroliers, 38,8 % de charbon et 2,4 % de gaz butane. Ces combustibles sont consommés pour la production électrique ou directement dans les secteurs du transport, du résidentiel-tertiaire, de l'agriculture et de l'industrie. Par ailleurs, la Réunion exploite des énergies renouvelables locales pour l'équivalent de 166 000 tonnes de pétrole, soit 13 % de son approvisionnement. Depuis quinze ans, la consommation d'électricité a doublé. La croissance annuelle avoisine 5 % par an en moyenne sur 2000-2007 alors qu'en métropole, elle est environ de 1,8 % par an sur la même période. La croissance de la consommation de carburants pour les transports intérieurs est presque aussi forte : elle a augmenté de près de 4 % par an sur la même période. Ces tendances s'expliquent notamment par une forte croissance de la population mais aussi par l'expansion de l'activité économique. Face à cette prépondérance des énergies fossiles et à la croissance de leurs importations, des politiques de maîtrise de l'énergie et de développement des énergies renouvelables se mettent en place. L'objectif est de tendre vers une autonomie de la production électrique à l'horizon 2025.

Géographies

Mauritanie

L'ouvrage

La Mauritanie à l'épreuve du millénaire : ma foi de citoyen

N' Gaïde, A., L'Harmattan, 2006, 141 p. - Cote PMR.019

Cet ouvrage est un témoignage qui retrace une tragédie vécue par l'ensemble du peuple mauritanien au milieu des années 1980 et à la fin des années 1990. Malgré l'ouverture démocratique initiée en 1991, la Mauritanie reste traversée par des clivages internes porteurs de troubles. Les acteurs politiques en place, les organisations de la société civile, l'élite intellectuelle ne trouvent pas encore les moyens pour les formaliser. Le livre ne dresse pas un bilan, mais tente de faire un tour d'horizon des problèmes qui entravent une réelle ouverture démocratique et une véritable symbiose sociale. Son contenu doit être interprété comme une critique, mais aussi comme une contribution aux débats actuels en Mauritanie et dans la diaspora.

Le rapport web

Mauritanie-Communauté européenne : document de stratégie pays et programme indicatif national pour la période 2008-2013

Communauté Européenne, 2008, 159 p.

La République islamique de Mauritanie est un pays saharo-sahélien d'Afrique de l'Ouest de 1.030.000 km² doté d'une façade atlantique de 700 km. Peuplé de 2,7 millions d'habitants, il a pour principales ressources le poisson, le fer et, depuis peu, le pétrole et le gaz. En 2005, un coup d'État militaire a mis fin à vingt années d'un régime autoritaire et assuré une alternance démocratique au terme du processus électoral de 2006-2007. Suite à la révision des données macroéconomiques sous le régime de transition, le FMI appuie la mise en oeuvre d'une politique macroéconomique saine en concordance avec le nouveau cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP II 2006- 2010). Le 10e FED, dont l'enveloppe initiale s'élève à 156 M€, s'inscrit dans ce cadre global. Le premier secteur de concentration, la gouvernance (47 M€), prévoit des appuis à la décentralisation, à la modernisation

L'AGENDA

- 10-11 décembre 2008 - Réunion NEPAD / OCDE sur la poursuite de la réforme des politiques d'investissement en Afrique, Kampala, Ouganda
- 12-14 décembre 2008 - Deuxièmes Assises de la coopération décentralisée franco-malienne, Bamako, Mali
- 16 décembre 2008 - Examen de la politique d'investissement au Burkina Faso - Présentation au gouvernement et parties prenantes
- 15-18 décembre 2008 - Conférence des ports africains, Djibouti
- 18-19 décembre 2008 - Assises de la coopération décentralisée franco-marocaine, Agadir, Maroc

de l'État et au renforcement de la culture citoyenne pour asseoir une gouvernance saine et améliorer l'efficacité des efforts de lutte contre la pauvreté. Le second secteur de concentration, l'intégration régionale et les transports (56 M€), comporte une contribution au renforcement des infrastructures routières ainsi qu'un appui à la poursuite de la réforme des transports entamée sous les 8e et 9e FED. Un appui budgétaire général d'un montant de 40 M€ en soutien à la politique de lutte contre la pauvreté est aussi prévu, ainsi que des actions hors secteurs de concentration (13 M€).

L'article

Marges de la ville en marge du politique ? Exclusion, dépendance et quête d'autonomie à Nouakchott

Choplin, A. ; Ciavolella, R., Autrepart, 2008, pp.73-89

Ce texte interroge les marges urbaines tant dans leur dimension sociale que spatiale. A travers l'exemple de Nouakchott, il s'agit de comprendre comment ces marges matérialisent les différences fractures de la société mauritanienne, ses inégalités économiques, ses discriminations identitaires et ses disparités dans la participation politique. En déclinant les différences logiques qui président à leur mise en place - attraction et répulsion, contrôle et délaissement, spéculation et projet de développement, espaces légiférés et pratiques informelles, exclusion sociale et mobilisation politique, dépendance et autonomie -, l'idée est de voir comment ces marges rendent compte plus généralement des différentes dynamiques qui structurent la ville, la société et l'Etat.

Organisations

CEMAC

L'ouvrage

Le couple Cameroun-Gabon au sein de la CEMAC

Awoumou, C.-D.G., L'Harmattan, 2008, 463 p. -
Cote ZAC.011

Après avoir contribué à créer et à consolider les institutions de l'Union douanière des Etats de l'Afrique centrale (UDEAC) grâce à une excellente coopération dans les vingt premières années d'indépendance, le couple Cameroun-Gabon a, par une rivalité tantôt sourde, tantôt ouverte, davantage joué le rôle de frein que d'accélérateur de l'intégration en Afrique centrale. Dans un contexte où la réforme de la CEMAC (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale) est à l'ordre du jour, le mérite du présent ouvrage est d'introduire un changement de paradigme dans la stratégie d'intégration en Afrique centrale. Ce livre, en démontrant l'existence d'un couple Cameroun-Gabon doté d'une profondeur historique, postule une union informelle d'Etats et invite également à une révision déchirante des préjugés négatifs à partir desquels les opinions nationales et les intelligentsia avaient jusque-là façonné les imageries antinomiques de ces deux pays.

Le rapport web

Intégration régionale dans la CEMAC : des problèmes institutionnels récurrents

Avom, D., *Afrique contemporaine*, n° 222, 2007, 24 p.

Cette étude s'appuie sur la nouvelle économie institutionnelle qui accorde une place importante à la coopération institutionnelle comme condition nécessaire à un meilleur fonctionnement des mécanismes de marché, pour analyser la situation des pays de la zone CEMAC. Sur cette base, elle montre d'une part, que l'ancienne coopération, malgré les avantages que procuraient l'existence de la monnaie unique, n'a pas conduit aux résultats espérés et d'autre part, que la nouvelle coopération permet d'espérer des résultats positifs. Ces résultats restent cependant très fragiles, en raison de la persistance des irrédentismes

nationaux, de la permanence des conflits, des difficultés à trouver les financements nécessaires.

L'article

Quinze ans de restructuration bancaire dans la CEMAC : qu'avons-nous appris ?

Avom, D. ; Eyeffa Ekomo, S.-M.-L., *Revue d'économie financière*, n° 89, 2007, pp. 183-2005

Les pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) ont connu, à partir du début des années 1980, une grave crise économique. Les conséquences de celle-ci se sont traduites, sur le secteur bancaire, par une dégradation rapide et brutale du portefeuille des banques. En réponse à cette crise, les autorités monétaires, avec l'appui de la communauté financière internationale, ont engagé une politique de restructuration bancaire. Cette politique avait pour but d'assurer un retour à la stabilité bancaire en améliorant les circuits de financement. L'objectif de cet article est de montrer, après avoir présenté les différentes réformes qui ont été mises en œuvre, que les restructurations bancaires, au lieu d'assurer le financement de l'économie, ont plutôt conduit à des paradoxes dont trois sont particulièrement développés. Il s'agit de : la surliquidité et le rationnement du crédit ; la concentration bancaire et le développement de la microfinance et enfin l'internationalisation bancaire sans développement des innovations financières. (Les auteurs)

Organisations

DANIDA

L'ouvrage

Danemark : Comité d'Aide au Développement (CAD), examen par les pairs

Organisation de Coopération et de Développement Economiques, OCDE, 2008, 121 p. - **Cote R3.188**

Le Danemark figure parmi les membres du CAD dont l'aide publique au développement (APD) excède de manière constante l'objectif de 0.7 % du revenu national brut (RNB) fixé par les Nations unies (ONU). Depuis le dernier examen, un consensus a pu être réuni au sein de la classe politique pour maintenir l'APD à un niveau minimum de 0.8 % du RNB. Les principaux atouts du système danois de coopération pour le développement résident dans son assise juridique, son cadre stratégique, sa structure institutionnelle et l'importance accordée à l'assurance-qualité. Ces forces tiennent au soutien dont bénéficie de longue date l'aide au développement, soutien qui a été réaffirmé en 2003 par l'actuel gouvernement et qui a permis d'apporter de réelles améliorations au système. Elles mettent le Danemark dans une position favorable pour relever les défis que soulève pour la communauté des donateurs la poursuite des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et la mise en œuvre du programme d'action à l'appui de l'efficacité de l'aide.

Le rapport web

DANIDA'S Annual Report 2007

Ministry of Foreign Affairs of Denmark, DANIDA, 2007, 203 p.

En 2007, l'aide au développement danoise a augmenté de 110,2 millions de dollars pour un montant total de l'aide au développement de 0,81 % du RNB. Par le biais d'exemples, le rapport annuel montre comment ces 2,6 billions de dollars consacrés à l'aide au développement, ont été employés en 2007. Durant cette même année, le gouvernement danois a mis davantage l'accent sur le renforcement des droits des femmes et des oppor-

L'AGENDA

- 8-9 décembre 2008 - Réunion à haut niveau du CAD, Paris, France
- 10-11 décembre 2008 - Réunion du Groupe consultatif du CEI, CNUCED, OMC, Geneve, Suisse
- 19-20 décembre 2008 - Forum sur le financement mondial du développement durable, OCDE, Paris, France
- 20-21 décembre 2008 - Conférence ministérielle de l'OMC, Hong-Kong, Chine

tunités économiques dans les pays en développement, avec un accent particulier sur l'Afrique. Danida avait aussi comme autres priorités la promotion d'une bonne gouvernance, la lutte contre le changement climatique, la corruption et le Sida. Le rapport annuel fait également part de l'évaluation CAD/OCDE 2007 qui a complimenté la qualité et la quantité de l'aide danoise et présente la façon dont cette aide a contribué à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le Développement de l'ONU.

L'article

A World for All: Priorities of the Danish Government for Danish Development Assistance 2008-2012

Ministry of Foreign Affairs of Denmark, DANIDA, 2007, 28 p.

Dans le contexte de l'aide au développement danoise, la thématique des Etats fragiles ne relève ni de l'approche programme ou sectorielle, ni d'une question transversale applicable à tous les programmes d'aide au développement. C'est plutôt une référence primordiale dans la définition des priorités et des approches pour les engagements en termes de développement dans les Etats fragiles, incluant l'évaluation d'éventuelles répercussions négatives de l'action en faveur du développement dans les Etats fragiles.

Débats sur l'aide

L'ouvrage

Nations et mondialisation : les stratégies nationales de développement dans un monde globalisé

Rodrik, D., La Découverte, 2008, 189 p. - Cote E2.262

Près de vingt ans après la mise en œuvre du « consensus de Washington » (1990), quel bilan peut-on tirer de la « bonne gouvernance » que les grandes institutions économiques internationales ont tenté d'imposer aux pays du Sud ? Et quels enseignements sur la mondialisation se dégagent des trajectoires contrastées qu'affichent les continents en développement ? Contre toute attente, les pays qui ont le plus bénéficié de la globalisation sont ceux qui, comme la Chine, l'Inde ou le Vietnam, ont le moins respecté ses règles. Ce n'est donc pas la libéralisation en soi qui permet le succès économique, mais les stratégies pragmatiques adoptées par les gouvernements, tenant compte des mutations indispensables mais aussi des caractéristiques nationales. En rapprochant les évolutions réelles des théories dominantes sur la croissance et le développement, Dani Rodrik insiste sur la nécessité de faire rapidement évoluer les paradigmes de la mondialisation. Selon lui, il ne s'agit plus de libéraliser davantage, mais de créer, dans chaque pays, l'espace politique permettant de traiter les problèmes que pose l'ouverture.

Le rapport web

Huitième objectif du Millénaire pour le développement : résultats du Partenariat mondial pour la réalisation des OMD

Groupe de réflexion sur les retards pris dans la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement, Nations unies, 2008, 60 p.

Le Groupe de réflexion sur le retard pris dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement a analysé les engagements pris par les gouvernements pour le Huitième Objectif. La principale conclusion qui se dégage du présent rapport est que, bien que des progrès aient été accomplis sur plusieurs fronts, il reste encore beaucoup à faire si l'on veut que soient honorés les engagements

L'AGENDA

- 5 décembre 2008 - Lisbonne +1 : quelles avancées pour le partenariat Afrique-Europe ?
Coordination SUD/CONCORD, Paris, France
- 5-7 décembre 2008 - Strengthening Governance in Asia-Pacific: Public Sector Administrative Reforms and Capacity Building to Improve Transparency and Accountability, Asian Development Bank Institute, New Delhi, Inde
- 9-12 décembre 2008 - 3rd Business and Poverty Leadership Programme, University of Cambridge, Cambridge, UK

assumés par la communauté mondiale dans les domaines de l'aide publique au développement, du commerce, de l'allègement de la dette et de l'accès aux nouvelles technologies et aux médicaments essentiels. Alors que le ralentissement de l'activité économique mondiale et l'envolée des prix des denrées alimentaires et de l'énergie menacent de réduire à néant certains des progrès accomplis en matière de développement humain, un renforcement des partenariats mondiaux est indispensable si l'on veut éviter de reculer.

L'article

Changing donor policy and practice on civil society in the post-9/11 aid context

Howell, J. ; Lind, J., London School of Economics, 2008, 37 p.

A partir d'études de cas d'agences de développement bilatérales (USAID, AusAID, DFID et SIDA), cet article explore l'évolution des politiques et des pratiques concernant la société civile depuis le 11 septembre 2001. Il identifie les nouvelles tendances et montre les différences liées aux priorités des gouvernements en matière de sécurité, à l'architecture bureaucratique et au recul historique de l'aide. Ce document fait valoir que la « guerre mondiale contre le terrorisme » a contribué à l'accroissement des aspects sécuritaires dans les politiques et pratiques d'aide. Ce contexte a accéléré et renforcé des orientations de la pensée sur le développement, ainsi que des politiques et pratiques de l'aide qui ont émergé dans les années 90.

A ne pas manquer

L'ouvrage

Challenges of Globalization: Imbalances and Growth

Aslund, A. ; Dabrowski, M., Peterson Institute, 2008, 284 p.
Cote E3.207

Avec des taux de croissance élevés en Asie, notamment en Chine, en Inde, en Asie du sud et du Sud-est et en Asie centrale, le centre de gravité économique de l'Eurasie évolue rapidement vers l'Est. Dans un même temps, l'Europe est en grande partie confrontée à de sérieux obstacles concernant la croissance à long terme. Cet ouvrage examine les causes et les conséquences de ce changement majeur dans la puissance économique et passe en revue les options disponibles pour les décideurs des différentes régions d'Europe et d'Asie. Les dix chapitres de ce livre se concentrent sur les défis à long terme de la mondialisation plutôt que sur les problèmes à court terme de chaque pays et explore deux thèmes: les déséquilibres macro-économiques mondiaux et la croissance.

Le rapport web

Using Knowledge to Improve Development Effectiveness - An Evaluation of World Bank Economic and Sector Work and Technical Assistance, 2000–2006

World Bank Independent Evaluation Group (IEG), World Bank, 2008, 172 p.

La Banque mondiale s'est engagée à devenir une « banque de connaissances mondiale », en utilisant le savoir dans le but d'améliorer l'efficacité de ses travaux. La Banque fournit notamment des connaissances à ses clients par le biais d'études économiques et sectorielles (ESW) et d'assistance technique (AT). Ces deux instruments constituent une part essentielle des engagements de la Banque avec ses clients - elle a dépensé 910 millions de dollars (26 % de ses dépenses pour les services apportés aux pays) sur ces produits au cours de l'exercice 2000-2006. Cette étude évalue

dans quelle mesure les objectifs des ESW et de l'AT formulés initialement, ont été atteints. Elle indique aussi si les fondements des ESW et l'AT, le partenariat avec les clients pour la production, les qualités techniques, et la diffusion de ces produits influencent la façon dont les objectifs sont atteints.

L'article

La CEDEAO peut-elle créer un OPEP du cacao durable ?

Koning, N. ; Jongeneel, R., Revue Tiers-Monde, n° 195, 2008, pp. 661-681

La transition vers une production durable de cacao demande un arrangement assurant un prix mondial qui permette aux paysans d'investir dans de nouvelles méthodes de production. Pour être efficace, un tel arrangement ne doit pas dépendre des pays importateurs et devrait impliquer les organisations paysannes. Le projet esquissé dans cet article est fondé sur : la création de zones de non défrichage ; une taxe à l'exportation destinée à financer l'élimination des excédents, la diversification vers d'autres cultures, le développement des activités commerciales et une redistribution périodique des quotas. Enfin, la diversification exige aussi la mise en oeuvre de politiques qui rendent les cultures vivrières pour le marché national suffisamment rentables pour les paysans.

Au sommaire du prochain numéro

- DEFIS MONDIAUX : Energie
- GEOGRAPHIE : Inde

Cette revue mensuelle des publications sur le développement a pour ambition de donner chaque mois, de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD :

A propos Africa confidential • African business magazine • African review of money finance and banking • Afrique agriculture • Afrique éducation • Aghrymet • Bulletin Alter-agri • Alternatives économiques • Alternatives internationales • Arabies • Archimède et Léonard • Les carnets de l'Aitec • Ashgate • Assexport • Autrepart • Aventure au XXème siècle • Banque magazine • Bois et forêts des tropiques • Bulletin de l'Union européenne • Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria • Bulletin du club du Sahel • Bulletin du Conseil général du Gref • Bulletin du Fmi • Bulletin du Parlement européen • Bulletin économie solidaire Ires • Bulletin Medcoop • Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse • Bulletin Objectif Terre • Bulletin officiel de la Banque de France • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (leom) • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (ledom) • Bulletin tropical Cahiers/agriculture • Les Cahiers de l'Ifri • Les Cahiers de l'Outre-mer • Les Cahiers d'études et de recherches francophones • Cambridge Journal of Economics • Choix • La chronique Amnesty International • Commerce international du bois • Le Courrier de la planète • Le Courrier des Pays de l'est • Le Courrier du maire • Critique internationale • Déchets, sciences et technique • Diagonflash • Dialogue • Eau potable • Ecoliers du monde • Economia • Economica • Economie et humanisme • Economie et prévision • Economie et sociétés • Economie et statistique • Economie internationale • L'Economie politique • Economie rurale • Energie plus environnement et techniques • L'Environnement magazine, décision environnement • Revue études • Les études de la Dgcid • Etudes foncières • L'Expansion Management Review • Eyrolles • Faim et développement magazine • Far Eastern Economic Review • Finances et développement • Bulletin d'information forêt méditerranéenne • Forum du commerce international • Fraternelle • Fruitrop • Gafi - bulletin d'informations • Géopolitique • Gérer et comprendre - annales des mines • Grain de sel • Gret • L'Harmattan • Health Policy and Planning • Hérodote • Hommes & migrations • Hydro plus magazine • Industry and Environment • Infosuma • Insee première • International Rubber Digest • IRD • Journal des Communautés européennes • Journal of African Economies • Journal of Microfinance • Khartala • Lettre Africa Energy Intelligence • Lettre d'information de l'Adea • Lettre d'information de l'Eadi • Lettre de conjoncture Bnp Paribas • Lettre de la profession bancaire • Lettre de l'Atibt • Lettre de l'Isted • Lettre de l'Océan indien • Lettre de Profession politique • Lettre de transparence • Lettre du blanchiment • Lettre du Cean • Lettre du Cepii • Lettre du Sahel • Lettre Gereso • Lettre mensuelle d'Equilibre et populations • Lettre mensuelle leom • Lettre mensuelle ledom • Liaisons énergies francophonie • Litec • Maghreb sélection • Marchés des céréales • Marchés du riz • Le Marin • Middle East Economic Digest • Mining journal • Le Moci • Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment • Nord- Sud Export • Les Notes bleues de Bercy • Note de conjoncture de l'Insee • Notes et études documentaires • Notes rapides de l'aurif • Les Nouvelles calédoniennes • Les Nouvelles d'Addis • Nouvelles de l'Uit • Nouvelles du sud • Nouvelles économiques et financières de Tunisie • Les Nouvelles de l'Office international de l'eau • L'Observateur de l'Ocde • Observations et diagnostics économiques • Ocde • Oil World • Option finance • Péninsule • Perspectives de l'alimentation Fao • Perspectives économiques de l'Ocde • Pétrole & gaz informations • Peuples en marche • Politique africaine • Politique étrangère • Problèmes économiques • Repères émergents • Revue Cambodge actualités • Revue d'économie du développement • Revue d'économie financière • Revue d'économie industrielle • Revue d'économie politique • Revue de la stabilité financière • Revue des concessions et délégations de service public • Revue des transports urbains • Revue des questions humanitaires • Revue du Trésor • Revue économique et sociale • Revue humanitaire • Revue Tiers monde • Rice Situation and Outlook Report • Santé et travail • Savings and Development Sciences • Journal sécheresse • Small Enterprise Development Journal • Sociétal • Sugar and sweetener • Syfia international • Systèmes solaires • Techniques financières et développement • Techniques culturelles simplifiées • Transports urbains • Transport international Urbanisme • Vietnam Investment Review • Villes en développement • Vivre autrement • World Bank Economic Review • World Bank Research Observer • World Development • World Economic and Financial Surveys • World Economic Outlook.

Directeur de la publication : Jean-Michel SEVERINO

Responsable de la rédaction : Véronique SAUVAT

Coordination : Chantal SARALLIER, Véronique SAUVAT

Réalisation : Hadj LAKHAL, Daniel LAMORLETTE, Chantal SARALLIER, Laetitia NICOLETTI

Graphisme : Solange Münzer • **Saisie/mise en page :** Francine GILBERT

ISSN 1776-1069

Pour contacter RCH/AGC : 01 53 44 36 43